

Arrêté N° 2019_02616_VDM

SDI - ARRÊTÉ À DIRE D'EXPERT DE PÉRIL GRAVE ET IMMINENT - 81-83 RUE CURIOL - 13001 - 201806 C0072 - 202806 C0073 ET ARRÊTÉ D'INTERDICTION D'OCCUPER 79-81-83-85, 92-94-96-100 RUE CURIOL ET 26 PLACE JEAN JAURES - 13001

Nous, Maire de Marseille,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2131.1,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L 511.1 à L 511.6 ainsi que les articles L 521.1 à L 521.4,

Vu les articles R 511.1 à R 511. 5 du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'article R 556.1 du code de justice administrative,

Vu l'arrêté de délégation de fonction consentie par le Maire n°14/252/SG du 14 avril 2014, à Monsieur Ruas en matière notamment de Police des Immeubles menaçant ruine et d'insécurité des équipements communs des immeubles collectifs à usage principal d'habitation,

Vu l'arrêté municipal n°2019_02606_VDM du 26 juillet 2019,

Vu le rapport de visite du 24 juillet 2019 de Monsieur Philippe LEDOUX, expert désigné par ordonnance de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille sur notre requête concernant l'immeuble 81 rue Curiol – 13001 MARSEILLE

Vu le rapport de visite du 26 juillet 2019 de Monsieur Philippe LEDOUX, expert désigné par ordonnance de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille sur notre requête concernant l'immeuble 83 rue Curiol – 13001 MARSEILLE

Considérant que la façade avant de l'immeuble sis 83 rue Curiol – 13001 présente de nombreuses fissures, un jointement de corniche délité, que le mur pignon mitoyen aux immeubles sis 81 -83 rue Curiol présente une inclinaison, une importante fissuration et un début de basculement de l'immeuble sis 83 rue Curiol, que ces éléments ont été constatés par Monsieur Philippe Ledoux lors de sa visite d'expertise le 24 juillet 2019 de l'immeuble sis 83, rue Curiol - 13001 MARSEILLE,

Considérant que l'immeuble sis 79 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, référence cadastrale n°201806 C0071, Quartier Thiers, appartient, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes listées en Annexe 2, dont le syndic bénévole est pris en la personne de [REDACTED]

Considérant que l'immeuble sis 81 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, référence cadastrale n°201806 C0072, Quartier Thiers, appartient, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes listées en Annexe 2, représenté par le syndicat des copropriétaires,

Considérant que l'immeuble sis 83 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, référence cadastrale n°202806 C0073, Quartier Thiers, appartient, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes listées en Annexe 2, dont le syndic est pris en la personne de [REDACTED]

Considérant que l'immeuble sis 85 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, référence cadastrale n°202806 C0076, Quartier Thiers, appartient, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes listées en Annexe 2, dont le syndic est pris en la personne du [REDACTED]

Considérant que l'immeuble sis 92 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, référence cadastrale n°201806 C0142, Quartier Thiers, appartient, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes listées en Annexe 2, représenté par le syndicat des copropriétaires,

Considérant que l'immeuble sis 94-96-98-100 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, référence cadastrale n°201806 C0254, Quartier Thiers, appartient, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes listées en Annexe 2, dont le syndic est pris en la personne du [REDACTED]

Considérant que l'immeuble sis 26 place Jean Jaures - 13001 MARSEILLE, référence cadastrale n°201806 C0075, Quartier Thiers, appartient, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes listées en Annexe 2, dont le syndic est pris en la personne du [REDACTED]

Considérant les avertissements notifiés le 10 juillet 2019 aux copropriétaires listés en Annexe 2 de l'immeuble sis 81 rue Curiol - 13001 MARSEILLE

Considérant l'avertissement notifié le 19 juillet 2019 au syndic de l'immeuble sis 83 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, [REDACTED]

Considérant la visite du 15 juillet 2019 de Monsieur Philippe LEDOUX, expert désigné par ordonnance de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille sur notre requête pour l'immeuble sis 81 rue Curiol – 13001 MARSEILLE,

Considérant la visite du 24 juillet 2019 de Monsieur Philippe LEDOUX, expert désigné par ordonnance de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille sur notre requête pour l'immeuble sis 83 rue Curiol – 13001 MARSEILLE,

Considérant que l'expert reconnaît l'état de péril grave et imminent lors des visites du 15 juillet 2019, du 24 juillet 2019 et constate **de nombreuses fissures, un jointement de corniche délité, que le mur pignon mitoyen aux immeubles sis 81 -83 rue Curiol présente une inclinaison, une importante fissuration et un début de basculement de l'immeuble, des immeubles sis 81 – 83 rue Curiol - 13001 MARSEILLE,**

Considérant la mise en place, en urgence, d'un périmètre de sécurité le 25 juillet 2019, par les services compétents de la Métropole Aix Marseille Provence, afin d'assurer la sécurité publique,

Considérant les préconisations de l'expert Monsieur Philippe LEDOUX afin d'assurer la sécurité des occupants :

Mesures d'urgence :

- Mettre en place un périmètre de sécurité comprenant l'ensemble du tronçon de voie allant du 79 au 100, rue Curiol – 13001 MARSEILLE, interdisant l'accès à toute circulation piétonne ou à tout véhicule,
- Équiper les façades des immeubles 81 et 83 rue Curiol d'inclinomètres et assurer un suivi journalier.

Mesures conservatoires .:

- Neutralisation des fluides
- Étrésillonnement de l'ensemble des ouvertures des façades sur rue et sur cour des immeubles 81 et 83
- Mise en place d'un passage couvert sur l'emprise du trottoir et au droit des entées 81 et 83. Le plancher haut de ce passage couvert sera équipé d'un pare-chutes.
- Mise en place de tirants au niveau de chacun des planchers, reliant les façades rue et cour.

Considérant que l'expert Monsieur LEDOUX autorise l'occupation et l'utilisation des immeubles 85, 94-96-98-100 rue Curiol et 26 place Jean Jaurès à condition de la mise en oeuvre immédiate des inclinomètres sur les façades des immeubles situés au 81 et 83 rue Curiol ou à la mise en oeuvre des mesures conservatoires préconisées sur les immeubles 81 et 83 rue Curiol,

Considérant que la mise en oeuvre des inclinomètres sur les façades des immeubles situés au 81 et 83 rue Curiol n'a pas été réalisée, les immeubles 85, 94-96-98-100 rue Curiol et 26 place Jean Jaurès doivent être évacués,

Considérant qu'il y a lieu de modifier le périmètre de sécurité installé le 25 juillet 2019, par les services compétents de la Métropole Aix Marseille Provence, afin d'assurer la sécurité publique,

ARRETONS

Article 1 Les immeubles 79/81/83/85, 92/94-96-98-100, rue Curiol et l'immeuble 26 place Jean Jaures – 13001 MARSEILLE sont interdits à toute occupation et utilisation.

Les fluides (eau, gaz électricité) de ces immeubles interdits d'occupation et d'utilisation doivent être neutralisés.

L'ensemble du tronçon de voie allant du 79 au 100, rue Curiol – 13001 MARSEILLE ainsi que les places de stationnement et les trottoirs de part et d'autre de cette voie sont interdits à toute occupation et utilisation.

Article 2 Le périmètre de sécurité actuel sera modifié et installé par la Métropole Aix Marseille Provence interdisant l'ensemble du tronçon de voie allant du 79 au 100, rue Curiol – 13001 MARSEILLE ainsi que les places de stationnement et les trottoirs de part et d'autre de cette voie, doit être conservé jusqu'à la réalisation des travaux de mise en sécurité des façades.

Article 3 Les immeubles interdits doivent être immédiatement neutralisés par tous les moyens que jugeront utiles les propriétaires. Ceux-ci ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

Article 4 Les propriétaires doivent prendre immédiatement à leur charge l'hébergement des locataires, et ce, jusqu'à réintégration dans les lieux, après respect des injonctions imparties par le présent arrêté. A défaut, pour les propriétaires d'avoir assuré cet hébergement provisoire (ou le relogement définitif), celui-ci sera assumé par la Ville de Marseille, aux frais des propriétaires défaillants.

Article 5 Les propriétaires doivent informer immédiatement le **Service de la Prévention et**

**de la Gestion des Risques, sis 40, avenue Roger Salengro - 13295
MARSEILLE CEDEX 20** (tél : 04 91 55 40 79 et mail suivi-
hebergement@marseille.fr) des offres d'hébergement faites aux locataires et des
dates prévues d'occupation de ces logements temporaires (date d'entrée et durée
prévisionnelle).

Article 6

L'arrêté n°2019_02606_VDM du 26 juillet 2019 est abrogé.

Article 7

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature à :

[Redacted]

- Copropriétaires de l'immeuble sis 81 rue Curiol - 13001 MARSEILLE :

[Redacted]

>

[Redacted]

- Syndic de l'immeuble sis 83 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, pris en la
personne de [Redacted]

- Syndic de l'immeuble sis 85 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, pris en la
personne du [Redacted]

- Copropriétaires de l'immeuble sis 92 rue Curiol - 13001 MARSEILLE :

>

[Redacted]

>

[Redacted]

>

[Redacted]

>

[Redacted]

>

[Redacted]

>

[Redacted]

> [REDACTED]

- Syndic de l'immeuble sis 94-96-98-100 rue Curiol - 13001 MARSEILLE, pris en la personne du [REDACTED]

> [REDACTED]

- Syndic de l'immeuble sis 26 place Jean Jaures - 13005 MARSEILLE, pris en la personne du [REDACTED]

Ceux-ci transmettront aux propriétaires ayant des obligations d'hébergement, ainsi qu'aux occupants des appartements interdits d'occupation.

Article 8 Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

Article 9 Le présent arrêté sera transmis au Président de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, à la Ville de Marseille, Service de la Mobilité et de la Logistique Urbaine, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

Article 10 Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 11 Pour faire appliquer l'interdiction prévue à l'article 1 et à l'article 3 du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir en tant que de besoin, au concours de la force publique.

Article 12 Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de
Marins-Pompiers et à la Prévention et la
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 26 juillet 2019

Article L521-1

Modifié par Ordonnance n°2005-1566 du 15 décembre 2005 - art. 8 JORF 16 décembre 2005

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Article L521-2

Modifié par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 94

I.-Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3, à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mesure de police. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II.-Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III.-Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

Article L521-3-1

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3 ou de l'article L. 129-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Article L521-3-2

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 ou de l'article L. 129-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II.-Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le

propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour assurer l'hébergement ou le relogement des occupants, sous réserve des dispositions du III.

III.-Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'aménagement ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV.-Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V.-Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI.-La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

VII.-Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Article L521-3-3

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 83

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du II de l'article L. 521-3-2, le représentant de l'Etat dans le département peut user des prérogatives qu'il tient de l'article L. 441-2-3.

Les attributions de logements, en application de l'alinéa précédent, sont prononcées en tenant compte des engagements de l'accord intercommunal ou départemental prévu respectivement aux articles L. 441-1-1 et L. 441-1-2.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du I ou, le cas échéant, des III ou V de l'article L. 521-3-2, le maire peut désigner ces personnes à un organisme bailleur aux fins qu'il les loge et, en cas de refus du bailleur, procéder à l'attribution d'un logement. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de la commune.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants en application du III de l'article L. 521-3-2, le président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné peut procéder dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le représentant de l'Etat dans le département ou le maire sont réputés avoir satisfait à l'obligation de relogement s'ils ont proposé aux personnes concernées qui, faute d'offre de relogement, occupent des locaux au-delà de la date de prise d'effet de l'interdiction définitive d'habiter, un accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, à titre temporaire dans l'attente d'un relogement définitif.

Article L521-3-4

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 93

Dans les cas prévus à l'article L. 521-1 et aux fins de faciliter l'hébergement des occupants par les propriétaires ou exploitants qui y sont tenus ou, en cas de défaillance de ceux-ci, par les autorités publiques compétentes, tout bailleur ou toute structure d'hébergement, nonobstant toute stipulation contraire, peut conclure avec toute personne, publique ou privée, la convention nécessaire à la mise à disposition de locaux ou logements, à titre d'occupation précaire.

La durée de cette convention d'occupation précaire est limitée et prend fin au plus tard au terme du mois suivant celui de la notification de l'arrêté de mainlevée de la mesure de police qui a justifié l'hébergement ou du constat par l'autorité compétente de la réalisation des mesures prescrites.

Les occupants ayant bénéficié de l'hébergement dans les conditions ci-dessus ne peuvent se prévaloir d'aucun droit au maintien dans les lieux ou à la reconduction de la convention.

En cas de refus de l'occupant hébergé de quitter les lieux à l'échéance de la convention d'occupation précaire et faute pour la personne débitrice de l'obligation d'hébergement d'avoir engagé une action aux fins d'expulsion, le représentant de l'Etat dans le département ou le maire, selon le cas, peut exercer cette action aux frais du propriétaire ou de l'exploitant tenu à l'obligation d'hébergement.

Article L521-4

Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 125

I.-Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

-en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;

-de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;

-de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

ANNEXE 2

LISTE DES COPROPRIÉTAIRES / INDIVISAIRES

IMMEUBLE SIS 79, RUE CURIOL – 13001 MARSEILLE

PARCELLE : 201 806 C0071

SDI 19/227

QUARTIER : THIERS

Lot 01 – 15/100èmes :

Lot 02 – 20/100èmes

Lot 03 – 20/100èmes

Lot 04 – 20/100èmes

Lot 05 – 20/100èmes

Lot 06 – 5/100èmes

IMMEUBLE SIS 81 RUE CURIOL – 13001 MARSEILLE

Parcelle : 201 806 C0072

Quartier : THIERS

Lot 1 – 253,84/1000

Lot 2 – 185,60/1000

Lot 3 - 185,46/1000

Lot 4 - 189/1000

Lot 5 - 186,10/1000

IMMEUBLE SIS 83 RUE CURIOL, 13001 MARSEILLE

Parcelle : 201 806 C0073

Quartier : THIERS

Lot 01 – 142/1000èmes :

Lots 02 – 172/1000èmes :

Lot 3 – 172/1000èmes :

Lot 4 – 170/1000èmes :

Lot 5 – 172/1000èmes :

Lot 6 - 172/èmes :

IMMEUBLE SIS 85 RUE CURIOL, 13001 MARSEILLE

PARCELLE 201 806 C0076

SDI 19/ 228

QUARTIER THIERS

COMMUNE DE MARSEILLE

IMMEUBLE SIS 92, RUE CURIOL – 13001 MARSEILLE

PARCELLE 201 806 C0254

SDI 19/230

QUARTIER THIERS

Lot 01 – 8/1000èmes :

Lot 06 – 155/1000èmes :

Lot 09 - 22/1000èmes

Lot 04 – 3/1000èmes :

Lot 05 – 172/1000èmes :

Lot 08 - 21/1000èmes

INDIVISION

Lot 11 – 7/1000èmes :

Lot 12 – 242/1000èmes :

Lot 7 – 141/1000èmes :

Lot – 10 – 11/1000èmes

Lot 03 – 205/1000èmes

IMMEUBLE SIS 94-96-98-100 RUE CURIOL – 13001 MARSEILLE

PARCELLE 201 806 C0142

QUARTIER THIERS

- Lot 01 et lot 11

- Lot 10

- Lot 12

- Lot 14

- Lot 15

- Lot 16

- Lot 17

- Lot 18

- Lot 19

- Lot 20

- Lot 21

- Lot 22

IMMEUBLE SIS 26, PLACE JEAN JAURES – 13006 MARSEILLE

PARCELLE 201 806 C0075

QUARTIER THIERS

- Lot 01 275/1094 èmes et lot 6 94/1094 èmes:

- Lot 02 – 200/1094 èmes :

- Lot 03 – 200/1094 èmes :

- Lot 04 – 175/1094 èmes :

- Lot 05 – 150/1094 èmes :